

**A. 13.** 1921. IX

(Including C. 90. M. 49. 1921 IX and  
C. 90 (a). M. 49 (a). 1921 IX)

GENÈVE,  
le 22 août 1921.

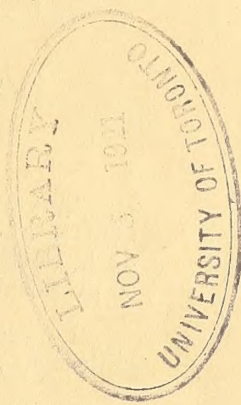
(Société des Nations.)

(Réduction des dépenses nationales  
pour les armements.)

(RÉPONSES DE QUELQUES GOUVERNEMENTS A LA LETTRE  
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU 8 MARS 1921.)

(Reçues à la date du 22 août 1921.)

League of Nations.



Reduction of National Expenditure  
on Armaments.

REPLIES FROM GOVERNMENTS TO THE LETTER OF THE  
SECRETARY-GENERAL OF MARCH 8th, 1921.

(Received by August 22nd, 1921.)



## Réduction des dépenses nationales pour les armements.

*Note du Secrétaire général :*

### I. — EXPOSÉ DE LA QUESTION.

Lors de la première Assemblée de la Société des Nations, le 14 décembre 1920, le vœu suivant est adopté :

« En attendant le plein effet des mesures concernant la réduction des armements prévue à l'article 8 du Pacte, l'Assemblée émet le vœu que le Conseil soumette à l'examen des Gouvernements la proposition d'accepter l'engagement de ne pas dépasser, pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice, le chiffre global des dépenses militaires, navales et aériennes prévues pour cet exercice. Sous réserve qu'il sera tenu compte :

- « 1<sup>o</sup> de toute contribution d'effectifs, de matériel de guerre, d'argent, recommandée par la Société des Nations pour l'exécution des obligations prévues à l'article 16 du Pacte ou dans les traités enregistrés par la Société ;
- » 2<sup>o</sup> de toute situation exceptionnelle qui sera signalée au Conseil de la Société des Nations, conformément à l'esprit des paragraphes 2 et 6 de l'article 8 du Pacte. »

Suivant les instructions du Conseil, et en date du 8 mars 1921, le Secrétaire général transmet le vœu en question aux Gouvernements de tous les Etats Membres de la Société, priant ceux-ci « de vouloir bien lui faire connaître quelle suite ils se proposaient de donner à ce vœu. »

Le présent document contient les réponses (26 en tout) des Gouvernements ci-dessous mentionnés, réponses reçues au Secrétariat à la date du 22 août 1921.<sup>1</sup>

Autriche.	Guatemala.
Bulgarie.	Australie.
Afrique du Sud.	Canada.
Espagne.	Belgique.
France.	Grande-Bretagne.
Brésil.	Nouvelle-Zélande.
Finlande.	Inde.
Pologne.	Italie.
Grèce.	Hollande.
Etat Serbe-Croate-Slovène.	Chili.
Japon.	Danemark.
Bolivie.	Norvège.
Chine.	Roumanie.

<sup>1</sup> Ont été supprimés dans la copie de ces réponses l'accusé de réception de la lettre du Secrétaire général et les formules de politesse.



## Reduction of National Expenditure on Armaments.

*Note by the Secretary-General :*

### I. — STATEMENT.

At the first Assembly of the League of Nations on December 14th, 1920, the following Resolution was adopted :

“ Pending the full execution of the measures for the reduction of armaments recommended by Article 8 of the Covenant, the Committee invites the Assembly to request the Council to submit for the consideration of the Members of the League the acceptance of an undertaking not to exceed for the first two financial years following the next financial year the sum total of expenditure on the Military, Naval and Air Services provided for in the latter budget, subject, however, to account being taken of the following reservations :

“ (1) Any contributions of troops, war material and money recommended by the League of Nations, with a view to the fulfilment of obligations imposed by Article 16 of the Covenant, or by Treaties registered by the League.

“ (2) Exceptional conditions notified as such to the Council of the League of Nations, in accordance with the spirit of paragraphs 2 and 6 of Article 8 of the Covenant.”

According to the instructions of the Council on March 8th, 1921, the Secretary-General forwarded the Resolution in question to the Governments of all the States Members of the League, requesting them “to inform him whether they proposed to give effect to this Recommendation.”

This document contains the replies (26 in all) from the Governments mentioned below which have been received by the Secretariat up to August 22nd, 1921.<sup>1</sup>

Austria.	Guatemala.
Bulgaria.	Australia.
South Africa.	Canada.
Spain.	Belgium.
France.	Great Britain.
Brazil.	New Zealand.
Finland.	India.
Poland.	Italy.
Greece.	Holland.
Serb-Croat-Slovene State.	Chile.
Japan.	Denmark.
Bolivia.	Norway.
China.	Roumania.

<sup>1</sup> In printing these replies the acknowledgment of the receipt of the Secretary-General's letter and formulas of courtesy have been omitted.

A la date du 22 août 1921, les réponses des Etats suivants n'avaient pas encore été reçues au Secrétariat :

Albanie.	Paraguay.
Argentine.	Pérou.
Colombie.	Perse.
Costa-Rica.	Portugal.
Cuba.	Salvador.
Haïti.	Siam.
Honduras.	Suède.
Libéria.	Suisse.
Luxembourg.	Tchéco-Slovaquie.
Nicaragua.	Uruguay.
Panama.	Venezuela.

---

## II. — EXTRAITS DES RÉPONSES REÇUES A LA DATE DU 22 AOUT 1921.

### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN.

BERNE, le 11 juin 1921.

Le vœu de l'Assemblée ne saurait se rapporter à l'Autriche dont la situation militaire, navale et aérienne est fixée par les dispositions y relatives du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1920.

(Signé) E. PFLÜGL.

---

### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BULGARE.

GENÈVE, le 12 juillet 1921.

La situation militaire de la Bulgarie étant réglée par le Traité de Paix de Neuilly-sur-Seine et l'armée bulgare ayant été réduite, conformément aux stipulations du dit Traité, au strict minimum indispensable pour assurer l'ordre et la sécurité publics dans le pays, le vœu en question ne saurait se rapporter à l'Etat bulgare.

(Signé) D. MIKOFF,  
Chef du Secrétariat bulgare auprès  
de la Société des Nations.

---



On August 22nd, 1921, no replies had been received by the Secretariat from the following States :

Albania.	Panama.
Argentine.	Paraguay.
Colombia.	Peru.
Costa Rica.	Persia.
Cuba.	Portugal.
Czecho-Slovakia.	Salvador.
Haiti.	Siam.
Honduras.	Sweden.
Liberia.	Switzerland.
Luxemburg.	Uruguay.
Nicaragua.	Venezuela.

---

## II. — EXTRACTS FROM REPLIES RECEIVED BY AUGUST 22ND, 1921.

### REPLY OF THE AUSTRIAN GOVERNMENT.

*[Translation.]*

BERNE, *June 11th*, 1921.

The recommendation of the Assembly does not apply to Austria, whose military, naval and air establishment is fixed by the provisions referring thereto in the Treaty of St. Germain of September 10th, 1920.

(Signed) E. PFLÜGL.

---

### REPLY OF THE BULGARIAN GOVERNMENT.

*[Translation.]*

GENEVA, *July 12th*, 1921.

The situation in Bulgaria in respect of armaments has been determined by the Peace Treaty of Neuilly-sur-Seine, and as the Bulgarian Army has been reduced, in accordance with the stipulations of the said Treaty, to the lowest point consistent with the maintenance of public order and national security, the aforesaid resolution does not apply to the Bulgarian Government.

(Signed) D. MIKOFF,  
*Chief of the Bulgarian Delegation  
to the League of Nations.*

---



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN.

[Traduction.]

CAPE-TOWN, le 20 avril 1921.

Mon Gouvernement est en pleine sympathie avec l'esprit qui a dicté à l'Assemblée cette recommandation d'ordre pratique, en vue d'appliquer l'article 8 du Pacte ; mais il me charge d'informer le Conseil de la Société qu'il existe certaines conditions exceptionnelles, pour employer les termes de la seconde réserve exprimée dans votre lettre, qui, à l'heure actuelle, ne permettent pas de déterminer jusqu'à quel point il lui sera possible d'adopter les recommandations de l'Assemblée, tout au moins dans un avenir rapproché.

1. L'Union de l'Afrique du Sud n'a en effet jamais possédé de force permanente navale, militaire ou aérienne. Elle n'a pas eu, jusqu'à présent, le temps de donner son plein développement à son armée de citoyens, étant donné que l'organisation prévue par le Parlement de l'Union en 1912, n'a jamais pu être réalisée, à cause de l'interruption due à la grande guerre et à la période d'inaction totale qui l'a suivie.

2. Avant la guerre :

- a) Le Gouvernement Impérial maintenait des effectifs considérables dans le pays, pour la défense de l'Union.
- b) Il n'existait aucune force aérienne impériale ou locale dans l'Afrique du Sud.
- c) C'était le Gouvernement Impérial, et non le Gouvernement de l'Union, qui se chargeait de la défense navale de l'Afrique du Sud, ports, eaux territoriales ou routes de commerce maritimes.

3. Actuellement, le Gouvernement Impérial a retiré en fait la totalité des troupes formant la garnison régulière stationnée sur les territoires de l'Union avant la guerre, et il est probable qu'il incombera à l'Union de prendre à son compte les charges militaires assumées antérieurement par le Gouvernement Impérial pour les besoins de la défense locale.

La part de l'Union dans la défense navale de l'Afrique du Sud devra être également déterminée d'accord avec le Gouvernement Impérial. Toutes ces mesures seront discutées au cours de la Conférence qui doit se tenir à Londres à brève échéance. Il semble donc qu'il serait prématuré de faire une déclaration à l'heure actuelle, au sujet des dépenses de l'Union en matière de défense militaire, navale ou aérienne.

Je désire enfin insister d'une façon générale sur la situation et les conditions géographiques de l'Union et attirer sur ce point l'attention du Conseil :

1) Le territoire de l'Union s'étend sur 473,000 milles carrés, et renferme une population indigène qui, actuellement, se dégage à peine de l'état barbare et dont le nombre dépasse celui de la population européenne dans une proportion de 4 à 1.

2) Il existe, même sur les frontières, des territoires de l'Union qui, quoique situés dans sa sphère d'influence économique et politique, dépassent la population européenne dans une proportion bien plus considérable. Etant donné que l'Union est de beaucoup le plus important des pays civilisés de l'Afrique centrale et de l'Afrique du Sud, l'évolution pacifique et progressive des autres Etats et des autres territoires, ainsi que les conditions de bien-être et de bon gouvernement des races indigènes de l'Afrique ou des dépendances africaines de l'hémisphère sud, sont des questions d'importance vitale pour l'Union.

3) Le statut international de l'Union, et, partant, les charges qui lui incombent pour la défense du territoire étant de fraîche date, l'Union n'a encore pu, comme d'autres Etats qui ont eu l'occasion depuis des années de prendre à cette fin les mesures appropriées, préparer un programme de défense.



## REPLY OF THE SOUTH AFRICAN GOVERNMENT.

CAPE TOWN, *April 20th*, 1921.

While my Government is in cordial agreement with the aim of the Assembly, in thus making a practical suggestion to carry out Article 8 of the Covenant, they desire me to notify the Council of the League, in terms of the second reservation contained in your letter, of the following "exceptional conditions" which make it at present uncertain to what extent they will be able to adopt the recommendations in the immediate future :

(1) The Union has never possessed a standing naval, military or air force. It has not yet had time to develop its citizen force, the organisation devised for that purpose by the Union Parliament in 1912 having never been brought into effective being owing to the interruption caused by the Great War and a period of total inactivity since the cessation of that war.

(2) Before the Great War :—

- (a) The Imperial Government maintained considerable forces stationed in the Union for defence purposes.
- (b) There was no air force, Imperial or Union, in South Africa.
- (c) The Imperial, and not the Union, Government assumed responsibility for naval defence of South African ports, waters and trade sea-routes.

(3) The circumstances of the present day are that the Imperial Government has withdrawn practically the whole of the Regular Garrison stationed in the Union before the war, and it is likely that the Union will have to assume the military obligations which before the Great War were assumed by the Imperial Government for purposes of local defence.

The Union's share in the naval defence of South Africa has also still to be determined in consultation with the Imperial Government. These matters will be discussed at a Conference which it is proposed to hold in London at an early date ; and any declarations as to the expenditure of the Union on military, naval and air defence in the immediate future would therefore be premature at present.

Finally, I desire to emphasise, for the consideration of the Council, "the geographical situation and circumstances" generally of the Union :

(1) The territory of the Union covers 473,000 square miles and contains a native population in the process of emerging from barbarism, which outnumbers the European population by 4 to 1.

(2) There are, however, in South Africa, territories surrounding the Union, but within the Union's economic and political sphere, wherein the native population outnumbers the European population in far greater proportion. Seeing that the Union is far and away the strongest civilised State in Central and Southern Africa, the peaceful and orderly development of other States and territories, and the welfare and good government of the indigenous native races of Africa and the African Continent in the Southern Hemisphere, are matters of vital concern to the Union.

(3) Only recently has the Union acquired international status, with its concomitant obligations in the way of national defence, and while other States have for years past made adequate provision for this purpose, the Union has had as yet no opportunity to lay down a basis for future guidance.



De plus, ayant accepté le mandat pour le territoire sud-africain, elle se trouve avoir à défendre une frontière maritime bien plus longue, et elle a en outre à se charger de la responsabilité de maintenir l'ordre et la paix sur un territoire considérable, renfermant un grand nombre d'indigènes à peine sortis de l'état barbare.

Etant donné les conditions exceptionnelles dont il est fait mention dans la première partie de ce memorandum, ainsi que la situation géographique et les circonstances mentionnées plus haut, le Gouvernement de l'Union, tout en donnant son assentiment de principe à la politique de la Société des Nations, ne croit pas pouvoir, à l'heure actuelle, donner les assurances définitives que comporte la recommandation de l'Assemblée.

Il est à peine besoin d'ajouter que le programme militaire et naval envisagé par l'Union vise exclusivement la défense de l'Afrique du Sud et le maintien de l'ordre et de la paix à l'intérieur, et qu'il ne serait d'aucune valeur pratique dans le cas d'une agression sur territoire étranger ou d'opérations militaires en dehors de l'Afrique du Sud. Ce programme est donc tout à fait conforme à l'idéal pacifique que la Société des Nations a tant à cœur.

(Signé) SMUTS,  
*Premier Ministre.*

---

#### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL.

MADRID, le 30 mai 1921.

Le Gouvernement espagnol, conformément à sa tradition et à son esprit, est disposé à accueillir favorablement tout ce qui soit dirigé, à obtenir, par l'accord unanime de tous les Etats, une limitation des dépenses militaires.

Mais, d'accord avec les réserves formulées par la Délégation d'Espagne à l'Assemblée de Genève, il ne croit pas que la procédure proposée soit la plus appropriée pour atteindre le but désiré, le budget n'étant pas le reflet exact de la puissance militaire d'un pays, étant donné qu'il se peut que, pour maintenir celle-ci dans son état actuel, l'augmentation des crédits assignés aux budgets des Ministères de la Guerre et de la Marine soit nécessaire.

D'autre part, le Gouvernement Royal doit tenir compte de ce que la réduction des dépenses militaires pourra difficilement avoir lieu sans une procédure acceptée par toutes les Puissances, circonstance qui ne se présente pas dans le cas actuel.

(Signé) QUIÑONES DE LEÓN.

---

#### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

PARIS, le 20 avril 1921.

Après mûr examen de la question, le Gouvernement de la République considère que les budgets militaire, naval ou aérien des différents Etats ne fournissent pas une base qui permette d'apprécier équitablement l'importance respective de leurs armements pour les raisons ci-après :

- 1) Ces budgets sont différemment conçus par chaque Etat.



Besides, by accepting the Mandate for South-West African territory, she has not only largely increased her seaboard, but has rendered herself liable for the peace, order and defence of a large territory, containing large numbers of natives, hardly developed from the stage of barbarism.

Owing to the exceptional conditions mentioned in the first part of this memorandum, and the geographical situation and circumstances enumerated herein, the Union Government, while they are in general agreement with the policy of the League of Nations, do not feel at present justified in giving the definite assurances which the recommendation of the Assembly suggests.

It is needless to add that the military and naval organisation contemplated for the Union has reference entirely to the defence of South Africa and the maintenance of internal order and peace, and would be useless from the point of view of foreign aggression or operations to be conducted outside of South Africa. It is therefore in complete conformity with the peaceful ideals which the League has at heart.

(Signed) SMUTS,  
Prime Minister.

---

#### REPLY OF THE SPANISH GOVERNMENT.

[Translation.]

MADRID, May 30th, 1921.

The Spanish Government, in conformity with its traditions and its character, is inclined to give favourable consideration to any proposal which aims at achieving a reduction of military expenditure by means of a unanimous agreement between all States.

Nevertheless, as was indicated in the reservations submitted by the Spanish Delegation at the Geneva Assembly, the procedure suggested is not regarded by the Government as being the most suited to achieve the required end: for the Budget does not exactly reflect the armed strength of a State, since it may be necessary to increase the credits allotted to the Ministry of War and to the Admiralty in order to maintain that strength at its present level.

Moreover, my Government has to take into consideration the fact that a reduction of military expenditure could hardly take place unless some common procedure is agreed upon by all Powers, a condition which is not fulfilled in the present case.

(Signed) QUIÑONES DE LEÓN.

---

#### REPLY OF THE FRENCH GOVERNMENT.

[Translation.]

PARIS, April 20th, 1921.

After thorough consideration of the question, the Government of the Republic is of opinion that the military, naval or air budgets of the different States do not afford a basis for a fair appreciation of the respective importance of their armaments, for the following reasons:

- (1) These budgets are drawn up in a different way by each State.



2) Sans augmenter ses effectifs ni son matériel de guerre, un Etat peut être conduit à introduire dans ce matériel telles modifications ou à effectuer telles réparations entraînant des dépenses supplémentaires qui échappent à toute prévision.

3) Les prix de fabrication ou d'entretien (matières premières, main-d'œuvre etc.) sont variables et peuvent apporter aux budgets d'une année à l'autre de notables augmentations n'impliquant cependant pas d'accroissement des armements.

4) La puissance militaire, navale ou aérienne d'un Etat ne dépend plus seulement aujourd'hui de son matériel de combat proprement dit, mais de sa puissance industrielle et de son aptitude à utiliser, avec ou sans transformation préalable, la presque totalité de ses matériels de paix pour des fins militaires. Or ce facteur essentiel de la puissance d'armement d'un Etat ne ressort pas de l'examen de ses budgets militaire, naval ou aérien.

5) Enfin, des situations exceptionnelles dont les causes peuvent être très diverses, d'ordre économique, social, militaire, sont susceptibles de se présenter. Le vœu de l'Assemblée les prévoit, mais seulement pour les signaler à l'examen du Conseil de la Société. Dans des circonstances de ce genre, qui peuvent présenter un caractère de grande gravité et d'urgence, il serait excessif de demander à un Etat de faire abandon de son droit d'appréciation et de décision.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République n'estime pas pouvoir donner suite à une motion dont les bases lui paraissent contestables, qui ne répond pas, d'après lui, au but à atteindre et que, pour ces raisons, ses représentants à Genève n'avaient pas votée.

Il tient à spécifier que cette réponse ne saurait d'aucune manière être interprétée comme l'intention d'éluder les obligations prévues par le Pacte, obligations dont il a subordonné l'exécution à une réalisation préalable de certaines conditions que l'Assemblée elle-même a reconnues nécessaires.

Le Gouvernement de la République désire au contraire faire observer que, fidèle aux principes énoncés dans la troisième résolution votée à Genève, il est entré résolument dans la voie de la réduction des armements, ainsi qu'en témoigne le projet de loi qu'il a déposé en vue de diminuer la durée du service militaire, et cela malgré les très lourdes charges militaires que lui imposent ses obligations internationales et le souci de sa sûreté.

*Pour le Ministre et par autorisation,  
Le Ministre plénipotentiaire,  
Chef du service français de la Société des Nations:  
(Signé) JEAN GOUT.*

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN <sup>1</sup>.

BERNE, le 29 avril 1921.

Le Gouvernement brésilien vient de donner des instructions à son représentant au Conseil de la Société au sujet du vœu émis par la première Assemblée générale de Genève, relatif à la limitation des dépenses militaires, navales et aériennes pendant les prochaines années fiscales.

<sup>1</sup> En juin 1921, à la réunion de Genève de la Commission permanente Consultative, le représentant naval brésilien, contre-amiral Penido, a fait les déclarations suivantes :

« Les budgets militaire, naval et aérien du Brésil sont actuellement très réduits en raison de la crise financière, et insuffisants quant aux besoins de la sécurité et de la défense du pays.

» Le Brésil n'est pas dans les mêmes conditions que la plupart des autres grandes Puissances, qui, au cours de la récente guerre, ont complètement renouvelé leur matériel et amélioré les conditions de leurs défenses nationales, d'accord avec les enseignements et les nécessités de la guerre. C'est la raison pour laquelle la Délégation du Brésil déclare ne pas pouvoir adopter le vœu de l'Assemblée relatif à la réduction des budgets militaires ».



(2) Without increasing its effectives or its war material a State may have reason to introduce such modifications, or to effect such repairs with regard to this material, as would involve additional expenditure of an unforeseen nature.

(3) The price of manufacture or upkeep (raw materials, labour, etc.) is variable and might cause considerable increases in the budgets from year to year which would not, however, signify an increase in armaments.

(4) The military, naval or air power of a State no longer depends to-day exclusively upon its war material in the strict sense of the word, but upon its industrial capacity and its ability to utilise, with or without previous transformation, the greater part of its peace material for military purposes. This essential factor in the armament capacity of a State cannot be ascertained from an examination of its military, naval or air budgets.

(5) Finally, exceptional situations, the causes of which may be of various kinds—economic, social, military, etc.—are liable to arise. The recommendation of the Assembly foresees such situations, but only in order to submit them to the consideration of the Council of the League. In circumstances of this kind, which may assume a character of extreme gravity and urgency, it would be too much to ask a State to abandon its right of forming a judgment thereon and of taking a decision.

I therefore have the honour to inform you that the Government of the Republic considers itself unable to give effect to a recommendation which it regards as based on doubtful premises, which, in its opinion, does not correspond with the object to be attained, and which, for these reasons, was not voted for by the French representatives at Geneva.

The Government of the Republic desires to point out that this reply should in no way be interpreted as signifying an intention to elude the obligations laid down in the Covenant—obligations the fulfilment of which it has made subject to a previous realisation of certain conditions of which the Assembly itself recognised the necessity.

The Government of the Republic, on the contrary, desires to point out that, faithful to the principles laid down in the third resolution voted at Geneva, it has entered resolutely upon the path of reduction of armaments, as is proved by the draft Bill which it has brought in to reduce the term of military service, in spite of the very heavy military charges imposed upon it by its international obligations and considerations of national safety.

[(Signed) JEAN GOUT,

*Minister Plenipotentiary, Head of the  
French League of Nations Section.*

---

## REPLY OF THE BRAZILIAN GOVERNMENT <sup>1</sup>.

[Translation.]

BERNE, April 29th, 1921.

The Brazilian Government has just transmitted to its representative on the Council of the League its instructions with reference to the recommendation of the first Geneva Assembly regarding the limitation of military, naval and air expenditure during the coming financial years.

<sup>1</sup> In June 1921, during the fifth Session of the Permanent Advisory Commission held at Geneva, the Brazilian naval representative, Rear-Admiral Penido, made the following declaration :

“The Military, Naval and Air Budgets of Brazil are at present of very small dimensions owing to financial difficulties, and they are inadequate to meet the requirements of the country as regards security and defence.

“The circumstances are not the same for Brazil as for the majority of the other Great Powers, which were able during the recent war, completely to renovate their war material and to improve the condition of their national defences in accordance with the experiences and the requirements of the war. For this reason the Brazilian Delegation states that it is unable to adopt the recommendation of the Assembly with regard to the reduction of military budgets.”



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT FINLANDAIS.

PARIS, le 26 avril 1921.

Le crédit destiné à des buts militaires a atteint, en 1919, 22% des dépenses totales de l'Etat, en 1920, 18%, en 1921, 15%. S'il est vrai que les dépenses totales de l'Etat ont successivement augmenté, le pourcentage du crédit destiné aux dépenses militaires accuse une baisse constante.

La Finlande, vu sa situation géographique exposée et ses côtes étendues, a besoin d'une marine, qui actuellement fait presque totalement défaut. D'autre part, les fortifications nécessaires à la frontière est ont seulement été commencées. Les casernes sont insuffisantes, l'armement et l'équipement des troupes défectueux et surannés ; une réorganisation s'imposait, dont les travaux sont actuellement en cours. Enfin, le matériel de guerre, dont la Finlande n'a pas de stocks suffisants, doit, en l'absence d'une industrie nationale de ce genre, être acquis à l'étranger, à des prix d'autant plus incertains que les cours du matériel ne se sont pas encore stabilisés, et d'autant plus onéreux que la baisse de la monnaie finlandaise coïncide avec la hausse des marchandises sur le marché mondial.

Dans ces conditions, le Gouvernement finlandais regrette de ne pouvoir prendre l'engagement de ne pas dépasser, pendant les deux années fiscales qui suivront, le chiffre global des dépenses militaires, navales et aériennes prévues pour l'exercice de 1921.

(Signé) ENCKELL.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT POLONAIS.

GENÈVE, le 11 juillet 1921.

Mon Gouvernement accueille avec l'intérêt le plus sincère le projet d'une limitation générale des armements. La Pologne considère la réalisation de cette mesure comme un des gages les plus précieux d'une paix durable et créatrice et comme une condition essentielle de tout progrès à l'avenir. Cependant, vu la présente situation internationale et le voisinage immédiat de la Pologne avec des Etats qui ne font pas partie de la Société des Nations et dont l'adhésion aux idées et aux intentions de la Société est par conséquent loin d'être assurée, mon Gouvernement ne se croit pas encore en mesure de répondre ainsi qu'il le voudrait aux demandes formulées dans le premier document susmentionné. [Lettre du Secrétaire général du 8 mars 1921.]

(Signé) J. PERLOWSKI.



## REPLY OF THE FINNISH GOVERNMENT.

[*Translation.*]

PARIS, *April 26th*, 1921.

The credit set apart for military purposes amounted in 1919 to 22% of the total State expenditure, in 1920 to 18% and in 1921 to 15%. While it is true that the total expenditure has continually increased, the percentage of the credit set apart for military expenditure shows a continuous decrease.

Finland, on account of her exposed geographical situation and the extent of her coasts, requires a fleet, which at the present time is almost entirely lacking. Moreover, the necessary fortifications on the east frontier have only just begun. Barracks are insufficient, and the armament and equipment of the troops is defective and out-of-date ; it was absolutely necessary to effect a thorough reorganisation, which is now being carried out. Finally, war material, of which Finland does not possess sufficient stocks, must, in the absence of a national industry of this nature, be obtained from abroad at prices which are all the more variable in that the market for this material is not yet stable, while the inflation of the prices is due to the fact that the depreciation of the Finnish currency coincides with the increased price of goods on the world market.

In these circumstances, the Finnish Government regrets that it is unable to undertake not to exceed, during the next two financial years, the total figure of military, naval and air expenditure provided for the financial year 1921.

(*Signed*) ENCKELL.

---

## REPLY OF THE POLISH GOVERNMENT.

[*Translation.*]

GENEVA, *July 11th*, 1921.

My Government sincerely welcomes the idea of a general limitation of armaments. Poland considers the realisation of this project as being one of the most important guarantees of a lasting and durable peace, and as an essential condition for all progress in the future. Nevertheless, in view of the present international situation, and owing to Poland's proximity to States which do not belong to the League of Nations, and since the adherence of these States to the ideas and aims of the League is consequently far from being assured, my Government does not as yet consider itself able to reply as it would wish to the requests put forward in the above-mentioned document. [Secretary-general's letter dated March 8th, 1921.]

(*Signed*) J. PERLOWSKI.

---



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE.

GENÈVE, le 27 juin 1921.

Il est impossible à mon Gouvernement, malgré son vif désir de contribuer à la réduction graduelle des armements, de se conformer pour le moment au vœu adopté par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa séance du 14 décembre 1920, et de s'occuper de cette question, cela vu l'état de guerre existant actuellement avec la Turquie, état de guerre dont la responsabilité n'incombe certainement pas à la Grèce.

(Signé) V. DENDRAMIS,

*Directeur du Secrétariat hellénique permanent.*

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.

BERNE, le 30 avril 1921.

Mon Gouvernement regrette de ne pas pouvoir donner encore, vu la situation internationale du moment, une réponse à la question posée aux Etats faisant partie de la Société des Nations, relativement à la réduction des armements.

(Signé) M. JOVANOVITCH.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT JAPONAIS.

PARIS, le 26 avril 1921.

Le Gouvernement japonais, en vue de maintenir la paix du monde, désire ardemment que tous les Etats arrivent, en conformité avec l'esprit de la Société des Nations, à la réduction simultanée de leurs armements. Toutefois, vu que le Conseil de la Société, selon les stipulations du Pacte, poursuit assidûment les études des plans de désarmement, le Gouvernement japonais estime qu'il ne sera pas opportun de donner suite au vœu exprimé par l'Assemblée avant que ces plans ne soient établis.

(Signé) K. ISHII.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BOLIVIEN.

[Traduction.]

LA PAZ, le 7 juin 1921.

Le Gouvernement de la Bolivie, pour des raisons d'ordre intérieur et dans le désir d'appuyer les propositions du Conseil de la Société des Nations, a réduit de 30 pour cent son budget militaire.

(Signé) A. GUTIERREZ.

REPLY OF THE GREEK GOVERNMENT.

[*Translation.*]

GENEVA, *June 27th*, 1921.

Despite its keen desire to participate in the gradual reduction of armaments, it is impossible for my Government at the present moment to conform to the recommendation adopted by the Assembly of the League of Nations at its meeting of December 14th, 1920, and to take up this question — owing to the state of war which at present exists with Turkey, the responsibility for which certainly does not fall upon Greece.

(*Signed*) V. DENDRAMIS,

*The Director of the Greek Permanent Secretariat.*

---

REPLY OF THE SERB-CROAT-SLOVENE GOVERNMENT.

BERNE, *April 30th*, 1921.

My Government regrets that, owing to the present international situation, it is unable to furnish a reply to the question of the reduction of armaments addressed to States Members of the League of Nations.

(*Signed*) M. JOVANOVIĆ.

---

REPLY OF THE JAPANESE GOVERNMENT.

[*Translation.*]

PARIS, *April 26th*, 1921.

It is the earnest desire of the Japanese Government that an agreement should be reached between all States for the simultaneous reduction of their armaments, in accordance with the spirit of the League of Nations and with a view to the maintenance of peace throughout the world. Nevertheless, in view of the fact that the Council of the League, by virtue of the provisions of the Covenant, is closely studying plans for disarmament, the Japanese Government does not consider that it would be advisable to take any action upon the recommendation of the Assembly until these plans have been completed.

(*Signed*) K. ISHII.

---

REPLY OF THE BOLIVIAN GOVERNMENT.

[*Translation.*]

LA PAZ, *June 7th*, 1921.

The Bolivian Government, for reasons of an internal nature, and being desirous of supporting the proposals of the Council of the League of Nations has reduced the military expenditure in its annual budget by 30 per cent.

(*Signed*) A. GUTIERREZ.



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT CHINOIS.

[Traduction.]

LONDRES, le 11 mai 1921.

Mon Gouvernement a décidé de donner effet à la recommandation votée par l'Assemblée, le 14 décembre 1920, sur la limitation des dépenses militaires, navales et aériennes, recommandation à l'esprit de laquelle il avait donné son assentiment sans réserve.

(Signé) V. K. WELLINGTON KOO.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DU GUATÉMALA.

[Traduction.]

GUATÉMALA, le 21 avril 1921.

Le Gouvernement du Guatemala est disposé à accepter cette recommandation, étant donné que la majorité des Etats l'ont approuvée.

(Signé) L. S. IGUIRRE.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AUSTRALIEN.

[Traduction.]

LONDRES, le 14 juin 1921.

Le Gouvernement d'Australie est entièrement d'accord avec l'esprit du vœu adopté par l'Assemblée de la Société le 14 décembre, en tenant compte des réserves contenues dans ce vœu.

HUGHES.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DU CANADA.

[Traduction.]

OTTAWA, 27 mai 1921.

Le Gouvernement canadien envisage avec sympathie toutes mesures destinées à amener une réduction générale des armements, et sa politique actuelle est en parfaite harmonie avec l'esprit de ladite recommandation. Je dois ajouter que les dépenses affectées à la défense de ce Dominion ont toujours été relativement très peu élevées ; elles paraissent même être aujourd'hui, par tête d'habitant, plus faibles que celles d'aucune autre nation. Considérant l'augmentation actuelle du coût de toutes choses, le Gouvernement a effectué de sérieuses réductions sur l'ensemble des dépenses militaires, navales et aériennes ; il espère vivement pouvoir en opérer davantage pendant les deux années qui suivront, en tenant compte, toutefois, des réserves mentionnées dans la recommandation de l'Assemblée.

(Signé) JOSEPH FORT.

Sous-Secrétaire d'Etat aux  
Affaires étrangères, Canada.

REPLY OF THE CHINESE GOVERNMENT.

LONDON, *May 11th*, 1921.

My Government, being in entire accord with the spirit underlying the recommendation of the Assembly, adopted on December 14th, 1920, for the limitation of expenditure on the military, naval and air services, has decided to give effect thereto.

(Signed) V. K. WELLINGTON KOO.

---

REPLY OF THE GUATEMALAN GOVERNMENT.

[*Translation.*]

GUATEMALA, *April 21st*, 1921.

The Government of Guatemala is disposed to accept this recommendation, in view of the fact that the majority of the States have signified their approval.

(Signed) L. S. IGUIRRE.

---

REPLY OF THE AUSTRALIAN GOVERNMENT.

LONDON, *June 14th*, 1921.

Commonwealth Government is entirely in harmony with the spirit of the recommendation adopted at the League Assembly on December 14th subject to the reservations in that recommendation.

HUGHES.

---

REPLY OF THE CANADIAN GOVERNMENT.

OTTAWA, *May 27th*, 1921.

The Canadian Government looks with favour on any measures calculated to bring to pass a general reduction of armaments, and its present policy is in entire accord with the spirit of the recommendation above referred to. I am instructed to say also that the expenditures for defence of this Dominion have always been relatively very low and are to-day believed to be the lowest *per capita* of any nation. The Government has effected substantial reduction in the aggregate on military, naval and air expenditures, having regard to the increased costs now prevailing, and in the next two years looks forward earnestly to the possibility of further reductions, though these must be subject to the reservations embodied in the Assembly's recommendation.

(Signed) JOSEPH POPE,

*Under-Secretary of State  
for External Affairs, Canada.*



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BELGE.

BRUXELLES, le 21 avril 1921.

Le Gouvernement belge se conformera au vœu adopté par l'Assemblée de Genève, tendant à voir les Gouvernements s'engager à ne pas dépasser, pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice, le chiffre global des dépenses militaires, navales et aériennes prévues pour cet exercice, sous réserve qu'il sera tenu compte :

1<sup>o</sup> De toute contribution d'effectifs, de matériel de guerre, d'argent, recommandée par la Société des Nations pour l'exécution des obligations prévues à l'article 16 du Pacte ou dans les traités enregistrés par la Société.

2<sup>o</sup> De toute situation exceptionnelle qui sera signalée au Conseil de la Société des Nations, conformément à l'esprit des paragraphes 2 et 6 de l'article 8 du Pacte.

(Signé) HENRI JASPAR.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.

[Traduction.]

LONDRES, le 2 juin 1921.

La politique du Gouvernement de Sa Majesté est entièrement conforme à l'esprit de la recommandation adoptée le 14 décembre par l'Assemblée de la Société. Le Gouvernement de Sa Majesté a déjà très considérablement réduit ses dépenses navales, militaires et aériennes, et envisage la possibilité de réaliser de nouvelles économies au cours des deux années qui vont suivre. Cette politique doit cependant être sujette aux réserves mentionnées dans la recommandation.

Le Gouvernement de Sa Majesté tient, en même temps, à signaler que si les recommandations de l'Assemblée ne sont pas adoptées par d'autres Puissances, sa politique devra faire l'objet d'un nouvel examen.

(Signé) A. J. BALFOUR.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

[Traduction.]

LONDRES, le 20 juin 1921.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été prié, par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, de vouloir bien vous faire savoir que la Nouvelle-Zélande se rallie entièrement aux vues exposées dans la lettre que je vous ai adressée en date du 2 juin. (Voir la réponse du Gouvernement britannique.)

(Signé) ARTHUR JAMES BALFOUR.

---

REPLY OF THE BELGIAN GOVERNMENT.

[*Translation.*]

BRUSSELS, *April 21st*, 1921.

The Belgian Government will conform to the recommendation adopted by the Geneva Assembly to the effect that the Governments should undertake not to exceed, in the two financial years following the next budget, the total sum of military, naval and air expenditure allowed for in that budget with the reservation of :

(1) Any forces, war material or money supplied at the instance of the League of Nations for the execution of the engagements undertaken in virtue of Article 16 of the Covenant or of the Treaties registered by the League.

(2) Any exceptional circumstances of which the Council of the League of Nations is informed, in accordance with the spirit of paragraphs 2 and 6 of Article 8 of the Covenant.

(*Signed*) HENRI JASPAR.

---

REPLY OF THE BRITISH GOVERNMENT.

LONDON, *June 2nd*, 1921.

The policy of His Majesty's Government is entirely in harmony with the spirit of the recommendation adopted on December 14th by the Assembly of the League. His Majesty's Government have already effected very substantial reductions in their naval, military and air expenditure, and look forward to the possibility of further economies in the next two years. These, however, must be subject to the reservations mentioned in the recommendation.

At the same time, His Majesty's Government desire to point out that, if the recommendations of the Assembly are not adopted by other Powers, their policy must be liable to reconsideration.

(*Signed*) A. J. BALFOUR.

---

REPLY OF THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND.

LONDON, *June 20th*, 1921.

I have to inform you that His Majesty's Government have been requested by the Government of New Zealand to acquaint you that they wish to associate themselves with the views contained in my letter to you (see Answer of British Government) of June 2nd.

(*Signed*) ARTHUR JAMES BALFOUR.

---



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT INDIEN.

[Traduction.]

LONDRES, le 23 juillet 1921.

La politique du Gouvernement de l'Inde est tout à fait en harmonie avec l'esprit qui a dicté ce vœu. Des réductions considérables de dépenses ont déjà été effectuées; il se peut, d'autre part, que de nouvelles économies soient rendues possibles au cours des deux années à venir, mais il doit être nettement établi que toutes les économies réalisables sont soumises aux réserves spécifiées dans le vœu.

D'autre part, la politique du Gouvernement de l'Inde peut faire l'objet de nouvelles décisions si les vœux de l'Assemblée ne sont pas adoptés par les autres Puissances.

(Signé) KERSHAW.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ITALIEN.

[Traduction.]

ROME, le 23 mai 1921.

Le Gouvernement Royal est disposé à adhérer au vote en question sous condition, cependant, que tous les Etats Membres de la Société des Nations prennent un engagement analogue.

Quant aux dépenses navales, le Gouvernement Royal, d'après les chiffres donnés, est d'avis qu'on doit en exclure les dépenses inscrites au Ministère de la Marine qui n'ont pas de rapport avec la marine de guerre elle-même, telles que celles affectées à toute instruction ayant un objet maritime, aux signaux maritimes, etc.

(Signé) SFORZA.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS.

BERNE, le 17 mai 1921.

Le Gouvernement néerlandais peut s'accorder parfaitement avec l'idée d'une limitation des armements ainsi que celle-ci a été exposée dans le vœu adopté par l'Assemblée de la Société des Nations du 14 décembre 1920. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement néerlandais est heureux de pouvoir communiquer qu'il a déjà donné suite à son désir d'arriver à une réduction des armements en soumettant au Parlement des lois de service militaire qui sont basées sur une restriction de la période d'instruction sans extension du contingent. Cependant, en jugeant la force des moyens de défense néerlandaise, il faut tenir compte du fait que la marine néerlandaise doit sauvegarder non seulement les intérêts du Royaume en Europe, mais aussi ceux de ses colonies.

Le Gouvernement de la Reine se déclare disposé à tenir compte de la proposition exposée dans le vœu sous les réserves suivantes :

1) Que les autres Membres de la Société des Nations fassent une déclaration pareille :

## REPLY OF THE GOVERNMENT OF INDIA.

LONDON, *July 23rd*, 1921.

The policy of the Government of India is entirely in harmony with the spirit of the recommendation. Substantial reductions in expenditure have already been effected and further economies may be possible within the next two years, but it will be understood that all economies must be subject to the reservations mentioned in the recommendation.

At the same time the Government of India's policy must be liable to reconsideration if the recommendations of the Assembly are not adopted by other Powers.

(Signed) KERSHAW.

---

## REPLY OF THE ITALIAN GOVERNMENT.

[*Translation.*]

ROME, *May 23rd*, 1921.

The Royal Government is prepared to adhere to this recommendation in principle, subject, however, to the reservation that all the other States Members of the League should enter into a similar undertaking.

As regards naval expenditure, the Royal Government makes the reservation that this calculation should not comprise expenditure which is included in the budget of the Royal Ministry of Marine, but which does not affect preparedness for war, such as expenditure on nautical training, upkeep of navigational aids, etc.

(Signed) SFORZA.

---

## REPLY OF THE NETHERLANDS GOVERNMENT.

BERNE, *May 17th*, 1921.

The Government of the Netherlands is in complete agreement with the idea of a limitation of armaments in the manner set forth in the recommendation adopted by the Assembly of the League of Nations on December 14th, 1920. In this connection, the Government of the Netherlands is happy to be able to inform you that it has already acted on its desire to achieve a reduction of armaments, and has submitted to Parliament Military Service Laws which are based upon a reduction of the period of training without any increase of the annual levy. Nevertheless, in estimating the strength of the Defence Force of the Netherlands, it must be remembered that the Dutch Navy has to protect, not only the interests of this Kingdom in Europe, but also those of her colonies.

Her Majesty's Government is willing to accept the proposal set forth in the recommendation, subject to the following reservations :—

(1) That the other Members of the League of Nations should make a similar declaration.



2) Qu'une augmentation éventuelle du budget de la guerre et de la marine pendant les deux années fiscales suivantes qui résulterait d'une hausse des prix ou de l'exécution de mesures inévitables d'ordre social, ainsi que l'augmentation à un niveau normal des appointements et des pensions, l'acquittement des conditions sanitaires, etc., ne seront pas considérés comme étant en contradiction avec la proposition susvisée ;

3) Que la circonstance que pendant et après les années de la guerre mondiale le Gouvernement néerlandais n'a pas été en mesure de restaurer l'usure augmentée du matériel utilisé continuellement durant une longue période pendant la mobilisation et que de cette manière, le Gouvernement a été empêché de faire correspondre l'armement matériel de ses forces militaires, d'une façon suffisante, aux exigences d'une guerre moderne, sera considérée comme la « situation exceptionnelle » visée à la réserve sous 2° du vœu.

(Signé) VAN PANHUYS.

---

#### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT CHILIEN.

PARIS, le 10 juin 1921.

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de la République de faire des augmentations dans les dépenses militaires et navales, pendant les deux prochaines années, étant cependant entendu que cela n'implique aucunement de sa part un engagement en l'espèce.

(Signé) AGUSTIN EDWARDS.

MANUEL RIVAS VICUNA.

---

#### RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DANOIS.

(Reçue le 29 avril 1921.)

En Danemark, une commission instituée en vertu de la loi n° 55 du 12 février 1919, a été chargée d'élaborer un plan pour l'organisation future de l'armée et de la marine danoises. Cette commission, au sein de laquelle sont représentés tous les partis politiques principaux du Parlement danois, a déjà étudié un projet de réorganisation militaire.

Or, comme aucun parti n'a présenté de projet comportant une augmentation des dépenses militaires, et que le Gouvernement lui-même n'a pas l'intention de présenter de projet en ce sens, il est invraisemblable qu'il se produise en Danemark, pendant les deux années fiscales qui suivront le prochain exercice budgétaire, une augmentation des dépenses militaires, navales et aériennes.

Je vous prie de vouloir bien, si possible, me faire savoir les points de vue des autres Membres de la Société au sujet de la question dont il s'agit.

(Signé) HARALD SCAVENIUS.

---

(2) That a possible increase in the military and naval budget during the next two financial years, due to a rise in prices, the carrying out of inevitable social reforms, the raising to a normal standard of salaries and pensions, the improvement of health conditions, etc., shall not be considered as being in conflict with the above-mentioned proposal.

(3) That the fact that during and after the world war the Netherlands Government had been unable to make good the abnormal wastage of equipment, which had been in continual use for a long period during mobilisation, and that the Government had thus been prevented from bringing the armament of its military forces up to the standard of efficiency required by modern warfare, shall be considered as the " special situation " provided for as a reservation under (2) of the recommendation.

(Signed) VAN PANHUYS.

---

#### REPLY OF THE CHILIAN GOVERNMENT.

[*Translation.*]

PARIS, June 10th, 1921.

The Chilian Government does not propose to make any increase in military and naval expenditure during the next two years, it being, however, understood that this statement is not to be regarded in any sense as a formal undertaking on its part.

(Signed) AGUSTIN EDWARDS.  
MANUEL RIVAS VICUNA.

---

#### REPLY OF THE DANISH GOVERNMENT.

[*Translation.*]

(Received April 29th, 1921.)

In Denmark a Commission, set up by virtue of the law No. 55 of February 12th, 1919, has been instructed to draw up a plan for the future organisation of the Danish Army and Navy. This Commission, upon which all the principal political parties of the Danish Parliament are represented, has already drawn up a scheme of military reorganisation.

As no party has submitted a scheme involving an increase in military expenditure, and as the Government itself has no intention of submitting a scheme involving such an increase, it is improbable that during the two financial years following the next budgetary period there will be an increase in the military, naval and air expenditure of Denmark.

I beg you to be good enough to inform me if possible of the points of view of the other Members of the League with regard to this question.

(Signed) HARALD SCAVENIUS.

---



## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT NORVÉGIEN.

CHRISTIANIA, le 12 mai 1921.

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli un mémoire élaboré par le Ministère de la Défense et contenant la réponse du Gouvernement Royal.

(Signé) C. F. MICHELED.

### *Extrait du Mémoire.*

CHRISTIANIA, le 10 mai 1921.

Pour ce qui concerne les dépenses totales militaires, navales et aériennes, il a paru fort difficile au Gouvernement Royal, dans les conditions actuelles, de donner une assurance formelle de ne pas dépasser, pendant les deux années suivantes, les chiffres du budget 1921-1922, à moins que les différents comptes d'exercice puissent être réduits par suite d'une baisse considérable du niveau général des prix.

Il est cependant peu probable qu'une augmentation se présentera quant aux dépenses militaires et aériennes.

---

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ROUMAIN.

Le 1<sup>er</sup> juin 1921.

Le Gouvernement roumain, convaincu de la nécessité de réduire les armements, a pris avec satisfaction connaissance du vœu adopté le 14 décembre 1920 par l'Assemblée de la Société des Nations.

Le budget proposé pour l'exercice 1921-1922 est au-dessous du chiffre global des dépenses militaires de l'exercice 1920-1921. Toutefois, le Gouvernement roumain, de par la situation géographique du pays, se trouve dans la nécessité d'être très réservé sur cette question. Autant que tout autre, il désire éviter la guerre, mais il ne peut être certain de n'être jamais amené dans la dure nécessité de se défendre.

*Le Directeur du Secrétariat permanent :*

(Signé) PH. LAHOVARY.

---

REPLY OF THE NORWEGIAN GOVERNMENT.

[Translation.]

CHRISTIANIA, May 12th, 1921.

I have the honour to forward to you, herewith, a memorandum drawn up by the Ministry of Defence, containing the reply of the Royal Government.

(Signed) C. F. MICHELED.

*Extract from Memorandum.*

CHRISTIANIA, May 10th, 1921.

With regard to the total military, naval and air expenditure, under present conditions, it has appeared extremely difficult to the Royal Government to give a formal assurance not to exceed, during the two years following, the figures of the 1921-1922 Budget, unless the various items of the Budget could be reduced by means of a considerable fall in the general level of prices.

It is, however, most improbable that there will be any increase in military and air expenditure.

---

REPLY OF THE ROUMANIAN GOVERNMENT.

[Translation.]

June 1st, 1921.

The Roumanian Government is convinced of the necessity of reducing armaments, and of it has accordingly learned with satisfaction of the recommendation adopted by the Assembly of the League of Nations on December 14th last.

The estimates for the financial year 1921-1922 are smaller than the total of military expenditure for the financial year 1920-1921. Nevertheless, owing to the geographical situation of the country, the Roumanian Government feels compelled to maintain considerable reserve on this question. It desires as sincerely as any other Government to avoid war, but it cannot be certain that it will never be faced with the stern necessity of defending itself.

(Signed) PH. LAHOVARY,

Director of the Permanent Secretariat.

---





*Printed*  
*for the "LEAGUE OF NATIONS"*  
*by*  
*IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.*  
*Lausanne (Switzerland)*

---

*Imprimé*  
*pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS"*  
*par les*  
*IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.*  
*Lausanne (Suisse)*



